

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES, EXERCICE 2013-2014

Pour maintenir le cap sur le sentier de croissance accélérée telle que définie par le PSDH, Haïti au cours de l'exercice écoulé a continué à faire face à de nombreux défis, notamment: i) la consolidation de la stabilité macroéconomique et politique, ii) la mobilisation accrue de ressources pour augmenter le niveau d'investissement et son orientation dans des domaines stratégiques, et iii) la conduite coordonnée des réformes économiques et structurelles appropriées dans les domaines prioritaires. Dans ce contexte, le budget 2013-2014 visait une croissance économique de 4,5%, un contrôle de l'inflation à environ 6,5% associé à une évolution maîtrisée du taux de change. Il tablait sur des prévisions de recettes totales de l'ordre de 50,9 milliards de gourdes (13% du PIB), de dépenses totales ventilées en dépenses courantes (46,2 milliards de gourdes), soit une augmentation de 11,7% par rapport à l'exercice précédent, et aussi en dépenses d'investissements à financement sur ressources du Trésor (PIP) (12,7 milliards de gourdes), en baisse de 29%.

Les résultats en fin d'exercice traduisent une situation budgétaire maintenue sous contrôle en dépit du fait que trois facteurs exceptionnels aient pesé sur les résultats: des pertes de recettes liées à la subvention sur les produits Pétroliers estimées à 7,8 milliards de gourdes; des transferts à EDH de l'ordre de 6 milliards de gourdes (*incluant ressources du Trésor et Péto-caribe*), traduisant une hausse de 83 % et représentant 13,5% des dépenses courantes; le vote tardif du budget, soit au 8^e mois de l'exercice budgétaire.

Ainsi, la mise en œuvre des réformes fiscales et de la dépense d'investissement ont été limitées sur l'exercice par ce vote tardif du budget et les recettes ont progressé de manière plus modérée que prévu. Le déficit budgétaire devrait rester dans les limites de 5% du PIB grâce à une progression des recettes et un contrôle des dépenses dans un contexte de retard de l'appui budgétaire mais qui a quand même augmenté de 11% sur l'exercice. Un financement à partir des ressources à la BRH de 5,2 milliards est réalisé, cela, en raison d'une utilisation des bons du trésor plus faible que prévu (autour de 1 milliard contre 8 milliards prévus dans le budget¹). Le recours à l'endettement à partir de la mobilisation des ressources de Péto-caribe permet de soutenir l'investissement -autour de 14 milliards de gourdes sur Péto-caribe ont

¹ Il s'agit d'émission nette de bons du trésor c.-à-d. les émissions moins les amortissements

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2013-2014

financé le PIP de 2014 – mais cela se traduit par un accroissement du stock de la dette externe de 1.5 à 1.8 milliards de gourdes, passant ainsi de 17.4% à 20.6% du PIB.

Des RECETTES et DEPENSES

Des recettes et dépenses globales en dessous des prévisions budgétaires 2013-2014, reflétant une faible exécution des prévisions de dépenses d'investissements publics et un niveau d'activité économique plus faible que prévu.

Les recettes fiscales : une croissance modérée et en dessous des prévisions budgétaires.

Le manque à percevoir sur les recettes est de 3,8 milliards de gourdes par rapport à l'objectif pour l'exercice 2013-2014. En revanche, une progression de 6% des recettes totales collectées est enregistrée par rapport à 2012-2013, soit 47,1 milliards de gourdes contre 44,5 milliards. Cette performance *représente 93% de l'objectif de 50,9 milliards de gourdes de recettes prévues pour l'exercice* et correspondrait à une pression fiscale autour de 12%, pratiquement au même niveau que l'exercice précédent.

Cette croissance des recettes globales découle principalement de la performance des recettes internes car les recettes douanières ont baissé sur la période.

- Les recettes internes ont progressé de 14% en glissement annuel, passant de 29,2 milliards en 2012-2013 à 33,4 milliards de gourdes pour l'exercice 2013-2014. Sur la période, les recettes de l'ISR, de TCA, de province et Autres taxes de Port-au-Prince ont cru respectivement de 20%, 4%, 51% et 21%; en revanche les recettes des droits d'accise sont restées stables. Il y a lieu de mentionner que les TCA et ISR pèsent successivement 42% et 34% des recettes internes. Cette performance est consistante avec l'accroissement de 13,3% de l'activité commerciale, de 11,1% de l'activité de construction et de 6,6% de l'indice de la production industrielle jusqu'au troisième trimestre de l'exercice (*Indicateurs de l'IHSI*).
- **Les recettes douanières estimées à G 13,4 milliards contre G 14,2 milliards en 2012-2013 sont en baisse de 6%.** Le recul de 9% de l'indice de la valeur totale des importations au terme du troisième trimestre de l'exercice (chiffres IHSI) en plus des pertes de recettes sur les accises pétrolières dues à la subvention expliquent en grande partie cette performance. En plus, **les limites en infrastructures portuaires et douanières sont une contrainte de taille à la perception des recettes sur le commerce extérieur.**

Les dépenses totales: Baisse par rapport aux prévisions budgétaires et en comparaison à 2012-2013.

- **Les dépenses totales engagées** de l'ordre de **52,5 milliards de gourdes** ont baissé légèrement de 1% par rapport à l'exercice précédent (**52,8 milliards**), elles sont aussi en sous-exécution d'environ 8 milliards de gourdes par rapport aux prévisions budgétaires (*incluant dépenses courantes, programme d'investissement publics à financement du Trésor et immobilisations*). Ainsi, la baisse des dépenses totales est imputable aux investissements publics qui ont chuté de 45%. Ce résultat s'explique notamment par la reconduction du budget de l'exercice précédent sur tout le premier semestre, des contraintes de trésorerie induites en partie par les retards dans le décaissement de l'appui budgétaire et un niveau de recettes en dessous de la prévision ce, en lien avec le ralentissement de l'activité économique.
- **Par contre, les dépenses courantes ont connu une hausse de 15% pour représenter 96% des recettes courantes.** Les dépenses courantes ont atteint le montant de **45,1 milliards de gourdes** contre **39,4 milliards** pour l'année 2012-2013. Cette hausse annuelle est occasionnée par les dépenses de «salaires» (+10%), «fonctionnement» (+17%), d'intérêts (+13%) et de «subventions» (+16%).

La moitié des dépenses courantes ont été consacrées pour honorer les salaires dont l'augmentation est due notamment à l'ajustement salarial des fonctionnaires publics, l'augmentation des effectifs, notamment de policiers, magistrats et enseignants, la régularisation des salaires pour les enseignants. L'Administration a connu une augmentation d'effectif de 1667 fonctionnaires dont 73% au niveau de la Police et du Ministère de la justice. Sur les dépenses de subventions et transferts, 2,5 milliards de gourdes ont été allouées à l'EDH (*Interventions publiques / Ressources du Trésor*) représentant 1% du PIB, 5% des recettes courantes et 6% des dépenses courantes. À côté de ces transferts prévus au budget, des dépenses exceptionnelles ont dû être consenties pour le paiement d'arriérés envers les fournisseurs (88,3 millions de gourdes), la dette envers la BNC (2 milliards de gourdes) et autres dépenses d'investissement. Environ 13% de recettes fiscales ont été affectées à l'EDH, sans compter des dispositions pour le paiement des factures d'électricité de l'administration. Une dette actuelle des mairies pour l'éclairage des rues envers l'EDH est estimée autour de 2,5 milliards de gourdes (fin juin 2014).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2013-2014

- **Les dépenses consacrées au service de la dette publique sont en hausse de 21%**, totalisant 3,8 milliards de gourdes pour l'exercice 2013-2014, elles sont exécutées à 98% par rapport à la prévision. Ces dépenses sont ainsi ventilées en 2,8 milliards de gourdes pour le service interne et 1,0 milliard pour celui de la dette externe et réparties en 2,6 milliards de gourdes pour les amortissements et 1,2 milliard pour paiement d'intérêts. A noter que les dépenses effectuées en intérêts sur la dette externe ont un écart positif de 49 millions de gourdes par rapport aux prévisions et que l'encours de la dette externe est à 83,2 millions de gourdes, en hausse de 29 % par rapport à l'exercice précédent. Cette dette encourue dans le cadre de l'accord PetroCaribe doit générer une croissance de la taille de l'économie afin de garantir une évolution soutenable des finances publiques. Des mécanismes de gestion de la dette sont en train d'être renforcés afin d'en améliorer la gestion et d'établir un marché secondaire des titres de la dette publique.
- **Les dépenses d'investissement du PIP engagées sur ressources domestiques courantes (hors fonds spéciaux et incluant appui budgétaire) ont connu une nette régression de 45%**. Elles se chiffrent à **7,4 milliards de gourdes** pour l'exercice 2013-2014 contre **13,4 milliards** en 2012-2013. **Le niveau des dépenses effectives reflétées par les mouvements sur les comptes de projets traduit** une baisse de moitié par rapport à l'exercice antérieur, car la libération tardive des crédits a retardé la mise en œuvre de certains projets. **Un accent particulier a été mis sur le volet refondation sociale dans l'exécution du programme d'investissement public. Ce volet a** absorbé la grande part des décaissements sur l'exercice, soit 47% des ressources décaissées, puis viennent la refondation territoriale (31%), la refondation institutionnelle (10%) et la refondation économique (12%).
- **Les dépenses d'investissement sur ressources Pétro caribe, sont en baisse de 12%**. Elles sont de l'ordre de **13,8 milliards** de gourdes par rapport à 15,8 milliards en 2012-13 et sur un total de **22,8 milliards de gourdes** prévues pour l'ensemble de l'exercice, soit un niveau de décaissement de 61%. **En combinant les sources de financement Pétro caribe, Trésor Public, Autres fonds de contrepartie (AFC), une baisse de 24% du niveau des dépenses d'investissement est estimée, soit de 33,1 milliards en 2012-2013 à 25,3 milliards de gourdes pour l'exercice 13-14.**

Du SOLDE BUDGETAIRE ET DE TRESORERIE

Un Solde global déficitaire et en augmentation à la fois en base engagement et caisse sur l'exercice 2013-2014

L'exercice fiscal 2013-2014 s'est soldé par des déficits en base engagement et caisse, respectivement de 5,4 milliards et 7,8 milliards de gourdes. Le déficit en base caisse conduit à un niveau de financement (diminution du solde des avoirs à la BRH) de l'ordre de 5,2 milliards de gourdes soit 1,3% du PIB, un niveau presque en ligne avec le Programme financier convenu avec le Fonds Monétaire (5,1 milliards de gourdes). Ce niveau de financement s'explique notamment par l'utilisation progressive des ressources sur le fonds d'annulation de la dette, la réalisation des garanties sur les contrats de l'EDH avec les fournisseurs d'énergie (dépenses exceptionnelles et non prévues au budget) et des émissions de bons du trésor plus faibles que la marge autorisée dans le budget, ce en raison notamment de l'accroissement de leur coûts. A noter que des émissions de bons sur la période 2013-2014 à hauteur de 13,3 milliards de gourdes ont été effectuées contre 11,1 milliards pour la période antérieure, soit une hausse de 20%. Un solde courant positif de 2 milliards de gourdes a été enregistré sur l'exercice donc très peu de ressources pour financer les dépenses d'investissement en support à la croissance économique. Par contre, les bailleurs de fonds ont décaissé 4,3 milliards de gourdes au titre de l'appui budgétaire, un montant en hausse de 11% à celui décaissé en 2012-2013.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2013-2014

Des perspectives budgétaires 2014-2015

Le budget de l'exercice 2014-2015 table sur une croissance du Produit Intérieur Brut en termes réels de 4.6% et sur une inflation avoisinant 6 % en glissement annuel en septembre 2015. Le déficit budgétaire devrait se situer au tour de 4.6% du PIB.

Les ressources de l'ordre de 122 milliards de gourdes, sont prévues en hausse de 4 milliards par rapport à l'exercice 2013-14. Le poids des ressources locales passe de 42% à 49%. Les recettes fiscales devraient atteindre 60 milliards de gourdes, soit une augmentation de 27% par rapport à l'exercice 2013-2014. L'augmentation prévue des recettes proviendrait notamment de l'ajustement à partir du 10 octobre 2014 des prix à la pompe des produits pétroliers, de l'élargissement de l'assiette fiscale et de la modernisation de l'administration fiscale et douanière. Pour alléger l'effet de la hausse des prix sur les couches les plus vulnérables de la population, le budget alloué aux Ministères de la Santé Publique et de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle a été accru. Les dépenses courantes devraient augmenter de 10.5% pour prendre en compte la titularisation de nouveaux enseignants et la revalorisation de salaires des enseignants, le renforcement du système judiciaire et aussi les impératifs de la réforme graduelle de la fonction publique. Parallèlement, les « *transferts et subventions* » devraient être réduits de 28%.

Cependant, la contrainte de financement est en train de se resserrer avec notamment : a) la baisse des flux d'aide officiels passant de 750 en 2013-2014 à 563 millions US en 2014/15; b) l'accumulation de dette externe (principalement dans le cadre de Petrocaribe); c) la baisse des cours internationaux des produits pétroliers qui est susceptible de causer une baisse des ressources mobilisables au titre de l'accord Petrocaribe.

Face à cette situation, une gestion efficace des ressources de l'État et un effort accru de mobilisation des ressources sont engagées et circonscrits dans la **Mise en œuvre d'un Plan opérationnel de réforme de la gestion des finances publiques axé sur six(6) domaines**: i) la mobilisation des ressources internes et externes, ii) le renforcement et la modernisation du cadre global du budget, iii) la trésorerie et la comptabilité de l'État, iv) la gouvernance des finances locales, v) le contrôle externe, et (vi) le système d'information financier de l'État.

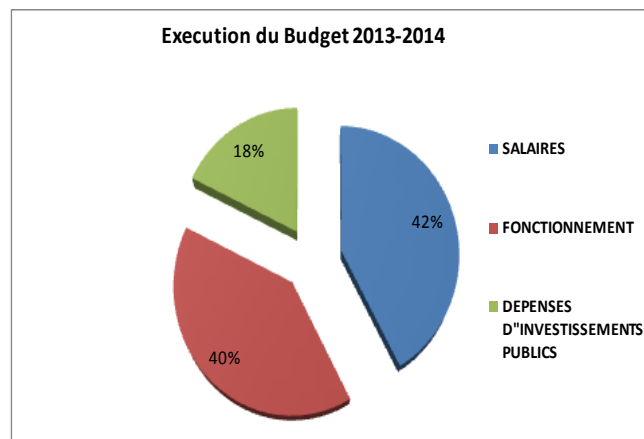
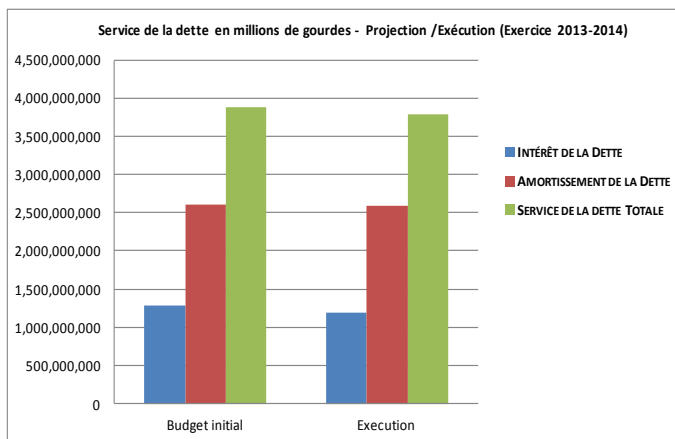
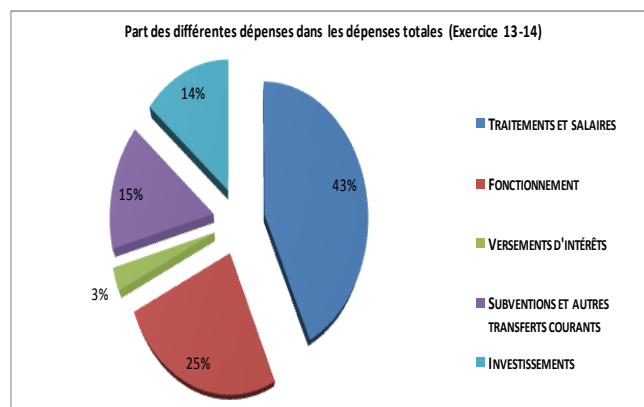
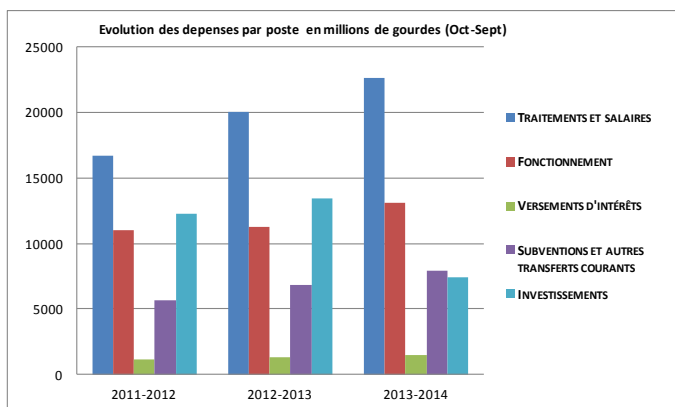
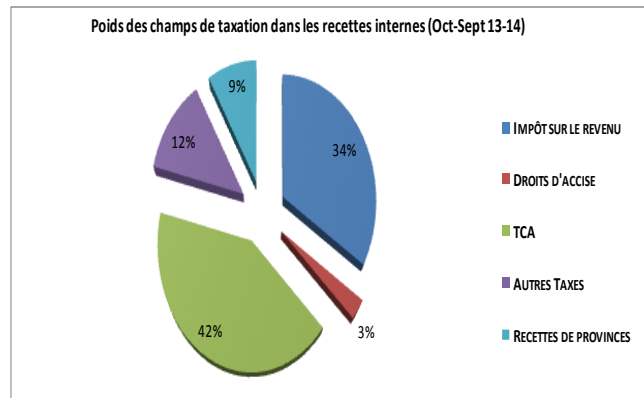
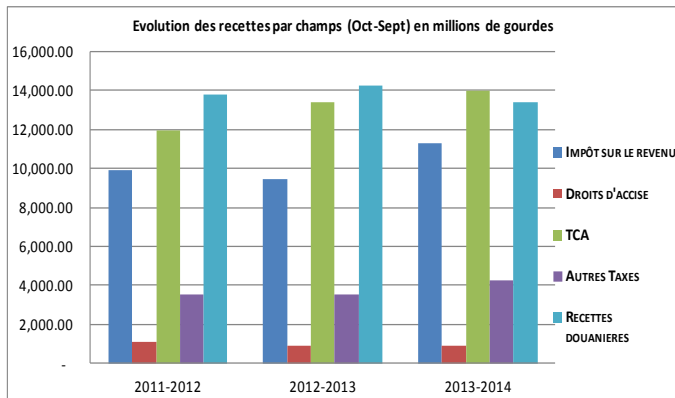
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2013-2014

Graphiques



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2013-2014

TABLEAUX

Sommaire des opérations financières de l'Etat/ Trésor public							
Postes	Budget 2013-2014	Previsions Oct- Sept 13-14	Réalizations (Oct-Sept)		Variation	exécution en % de la prevision budgétaire (5)/(2)	exécution en % de la prevision de trésorerie (5)/(3)
	2013-14 (2)	2013-14(3)	2012-2013 (4)	2013-2014(5)			
Recettes totales	50900,00	49614	44522	47092	6%	93%	95%
Recettes internes	35917,41	34356,00	29243	33380	14%	93%	97%
Recettes douanières	14419,68	14599,00	14231	13401	-6%	93%	92%
Autres	562,91	659,00	1049	311	-70%	55%	47%
Dépenses totales	85149,10	55526,00	72431,06	70384,31	-3%	83%	127%
Dépenses courantes	46471,20	44064,00	39376,17	45109,19	15%	97%	102%
dont: traitement et salaires	23520,70	20735,00	20006,14	22624,75	13%	96%	109%
Fonctionnement	13454,09	18231,00	11261,47	13175,46	17%	98%	72%
Subventions	8217,53	3660,00	6811,23	7844,98	15%	95%	214%
versement d'intéret	1278,87	1438,00	1297,34	1464,00	13%	114%	102%
** Investissement	38677,91	11462,00	33054,89	25275,13	-24%	65%	221%
Trésor public	12664,21	11462,00	13449,69	7404,08	-45%	58%	65%
Petrocaribe	22824,59	n.a.	15800,00	13845,00	-12%	61%	
AFC	3189,11	n.a.	3805,20	4026,05	6%	126%	
Solde courant	4428,80	5550,00	5145,96	1982,67	-61%		36%
Solde global hors petrocaribe	-8235,41	-5912,00	-8303,73	-5421,41	-35%		92%
Financement interne			5136,24	4281,88	-17%		
dont ressources trésor à la BRH	0,00		2271	5272	132%		
émission nette billet de trésorerie	8669,17		4675	855	-82%	10%	
Appui budgétaire	3073,55		3844	4277	11%	139%	

RECETTES			
EN MILLIONS DE GOURDES	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Impôt sur le revenu	9 912	9 449	11 313
Droits d'accise	1 121	912	912
TCA	11 975	13 435	13 991
Autres Taxes	3 550	3 500	4 231
Recettes douanieres	13 795	14 231	13 401
autres (Prov., ress. Fisc)	179	2 995	3 259

DEPENSES			
EN MILLIONS DE GOURDES	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Traitements et salaires	16 706	20 006	22 625
Fonctionnement	11 019	11 261	13 128
Versements d'intérêts	1 147	1 297	1 464
Subventions et transferts	5 655	6 811	7 892
Investissements	12 288	13 450	7 404

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2013-2014

	Oct. 13 prov.	Nov. 13 prov.	Dec. 13 prov.	trim I 13-14	Janv. 14 prov.	Fevr. 14 prov.	Mars 14 prov.	trim II 13-14	Avr. 14 prov.	Mai 14 Prov.	juin 14 prov.	trim III 13-14	Juil. 14 prov.	Août 14 prov.	Sept 14 prov.	trim IV 13-14	Oct-Sept 14	Oct-Sept 13	Variation
I. Recettes totales (I.1+ I.2)	4,033	3,660	4,164	11,857	4,393	3,923	3,835	12,152	3,895	3,941	3,795	11,631	3,874	3,923	3,671	11,468	47,107	44,522	6%
I.1 Recettes courantes	4,033	3,660	4,164	11,857	4,393	3,923	3,835	12,152	3,895	3,941	3,795	11,631	3,874	3,923	3,671	11,468	47,107	44,522	6%
I.1.1 Recettes fiscales	4,033	3,660	4,164	11,857	4,393	3,923	3,835	12,152	3,895	3,941	3,795	11,631	3,874	3,923	3,671	11,468	47,107	44,522	6%
Recettes internes:	3,023	2,368	2,834	8,225	3,224	2,906	2,733	8,864	2,689	2,674	2,729	8,092	2,808	2,850	2,540	8,198	33,380	29,243	14%
Impôt sur le revenu (P-au-P)	1,303	532	1,238	3,073	1,138	1,282	950	3,370	869	749	810	2,428	984	713	745	2,442	11,313	9,449	20%
Droits d'accise (P-au-P)	53	84	86	223	102	72	85	259	75	94	58	227	76	72	55	203	912	912	0%
TCA (P-au-P)	1,132	1,216	1,173	3,521	1,220	1,045	1,177	3,442	1,212	1,247	1,059	3,519	1,160	1,169	1,181	3,510	13,991	13,435	4%
Autres Taxes (P-au-P)	292	296	276	865	331	242	306	879	296	316	559	1,171	332	676	308	1,316	4,231	3,500	21%
Recettes internes de province	242	239	62	543	434	265	215	915	237	268	242	747	256	221	252	728	2,933	1,946	51%
Recettes douanières	961	1,275	1,300	3,536	1,153	1,011	1,094	3,258	1,136	1,215	1,024	3,376	1,048	1,069	1,115	3,232	13,401	14,231	-6%
Autres ressources fiscales	49	17	30	97	16	5	8	29	69	52	42	163	19	3	15	37	326	1,049	-63%
II. Total des dépenses et des prêts moins recouvrement	3,115	3,686	6,009	12,809	4,153	3,644	3,371	11,168	3,419	3,677	4,287	11,384	4,645	4,240	8,268	17,152	52,513	52,826	-1%
II.1 Dépenses courantes	2,968	3,267	5,338	11,573	3,301	3,581	3,051	9,933	3,054	3,218	3,560	9,832	4,183	3,590	5,997	13,770	45,109	39,376	15%
Traitement et salaires	1,529	1,689	3,054	6,272	1,571	1,583	1,589	4,744	1,701	1,667	1,816	5,185	2,055	2,121	2,248	6,424	22,625	20,006	13%
Employés permanents	1,309	1,306	1,310	3,926	1,311	1,320	1,327	3,958	1,330	1,351	1,453	4,134	1,461	1,577	1,575	4,613	16,630	15,149	10%
Autres	220	382	1,744	2,346	260	263	263	786	372	316	363	1,051	594	544	673	1,812	5,995	4,857	23%
dont comptes courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres achats de biens et services (Fonctionnement)	819	1,028	1,307	3,154	1,063	1,011	773	2,847	766	917	1,026	2,709	1,259	712	2,447	4,418	13,128	11,261	17%
dont comptes courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Versements d'intérêts	7	210	110	327	130	157	121	409	109	92	241	442	27	138	122	286	1,464	1,297	13%
2.2. internes	0	200	99	299	117	136	117	369	109	92	143	343	27	99	63	188	1,200	1,229	-2%
Titres publics	0	0	0	0	18	37	25	80	17	0	18	35	17	90	47	154	269	147	83%
Autres créanciers	0	200	99	299	99	99	92	289	92	92	125	308	9	9	16	34	931	1,157	-20%
2.3. externes	7	10	11	28	13	22	5	39	0	0	99	99	0	39	59	98	264	69	285%
Subventions et autres transferts courants	613	341	867	1,821	536	831	567	1,934	477	541	477	1,496	842	620	1,180	2,641	7,892	6,811	16%
II.1.2 Investissements	147	419	671	1,236	853	62	319	1,235	365	459	727	1,552	462	649	2,271	3,382	7,404	13,450	-45%
Projets d'investissement	110	382	601	1,093	786	0	285	1,071	336	423	668	1,427	375	512	2,030	2,917	6,508	12,902	-50%
Machineries et équipements	37	37	70	143	66	62	35	163	29	36	59	124	87	138	240	464	896	548	64%
Indemnités pour expropriation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde courant	1,065	393	-1,174	284	1,092	342	784	2,218	840	723	235	1,798	-309	333	-2,327	-2,303	1,998	5,146	-61%
Solde global (base engagement avant [a] ci-dessous)	918	-26	-1,845	-952	240	279	465	984	475	264	-492	247	-771	-317	-4,597	-5,684	-5,406	-8,304	-35%
[a] Coût des élections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde global (base engagement après [a] ci-dessus)	918	-26	-1,845	-952	240	279	465	984	475	264	-492	247	-771	-317	-4,597	-5,684	-5,406	-8,304	-35%
Ajustement	-2,596	-558	-588	-3,742	-1,834	1,152	-713	-1,395	-824	724	2,045	1,944	-1,517	-794	3,101	790	-2,403	-492	389%
dont dépenses engagées non payées								-3					146	-13					
chèques en circulation				-2,724				-2,887					-3,645	-2,013					
dont chèques pour Exercice 13-14								-1,996					-845	-131					
Solde global (base caisse)	-1,678	-584	-2,433	-4,694	-1,595	1,431	-248	-411	-349	987	1,553	2,191	-2,288	-1,111	-1,496	-4,895	-7,808	-8,795	-11%
III. Financement total (net) (III.1 + III.2)	1,678	584	2,433	4,694	1,595	-1,431	248	411	349	-987	-1,553	-2,191	2,288	1,111	1,496	4,895	7,808	8,795	-11%
III.1 Financement externe (net)	-27	-39	0	-66	-51	-62	0	-113	0	0	-333	-333	2,067	1,476	495	4,039	3,526	3,659	-4%
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2,100	1,633	544	4,277	4,277	3,844	
Prêts (nets)	-27	-39	0	-66	-51	-62	0	-113	0	0	-333	-333	-33	-157	-49	-238	-751	-185	307%
Tirages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements	-27	-39	0	-66	-51	-62	0	-113	0	0	-333	-333	-33	-157	-49	-238	-751	-185	307%
Arriérés (nets)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
III.2 Financement interne (net)	1,705	622	2,433	4,760	1,646	-1,369	248	524	349	-987	-1,220	-1,858	220	-365	1,001	856	4,282	5,136	-17%
Secteur bancaire (net)	1,705	622	2,433	4,760	1,646	-1,369	248	524	349	-987	-1,220	-1,858	220	-365	1,001	856	4,282	5,136	-17%
BRH (net)	1,821	1,033	2,679	5,533	1,017	-1,396	450	71	365	-972	-1,099	-1,705	242	226	905	1,373	5,272	2,271	132%
Banques commerciales (net)	0	0	0	0	1,000	200	5	1,205	0	45	45	45	0	-495	100	-395	855	4,675	-82%
Emissions de titres publics	0	0	0	0	1,000	3,000	1,880	5,880	1,000	0	950	1,950	1,000	2,505	1,975	5,480	13,310	11,075	20%
Amortissements	0	0	0	0	0	-2,800	-1,875	-4,675	-1,000	0	-905	-1,905	-1,000	-3,000	-1,875	-5,875	-12,455	-6,400	95%
Amortissement Obligations à long terme	-116	-411	-246	-773	-371	-173	-207	-751	-16	-16	-166	-198	-22	-96	-5	-122	-1,845	-1,810	2%
Entreprises privées non financières (net)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Arriérés (nets)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IV. Rééchelonnement dette externe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pour mémoire:																			
Solde primaire	911	-36	-1,855	-980	226	258	460	944	475	263	-591	148	-771	-356	-4,656	-5,783	-5,670	-8,372	-32%
Dépenses totales (Décaissements de l'Administration Centrale)	3,258	4,136	6,254	13,648	4,576	3,879	3,578	12,033	3,435	3,693	4,787	11,915	4,699	4,492	8,321	17,513	55,108	54,820	1%
Solde global avant prêts et dons (Cash)	918	-26	-1,845	-952	240	279	465	984	475	264	-492	247	-771	-317	-4,597	-5,684	-5,406	-8,304	-35%
Prêts bruts et dons étrangers (Décaissés)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2,100	1,633	544	4,277	4,277	3,844	
Solde global après prêts et dons étrangers (Cash)	918	-26	-1,845	-952	240	279	465	984	475	264	-492	247	1,329	1,316	-4,053	-1,407	-1,129	-4,460	-75%

Note: Les Recettes sont en base caisse et certaines Dépenses sont en base engagement.

La mention "pour mémoire" caractérise toutes les informations qui ne participent pas aux calculs.

Ces prévisions correspondent au programme financier en négociation avec le FMI.